



Suivi de la situation humanitaire

Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo

Aperçu de la situation
juillet - septembre 2021

Contexte

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, Sud-Kivu et au Tanganyika. Ce suivi a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestrielle liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Méthodologie

- La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite « Zone de Connaissance ». Elle a pour objectif de produire des informations actualisées sur les besoins humanitaires dans l'ensemble d'une province, y compris dans les zones difficiles d'accès. Les données sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens par téléphone¹ avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités.

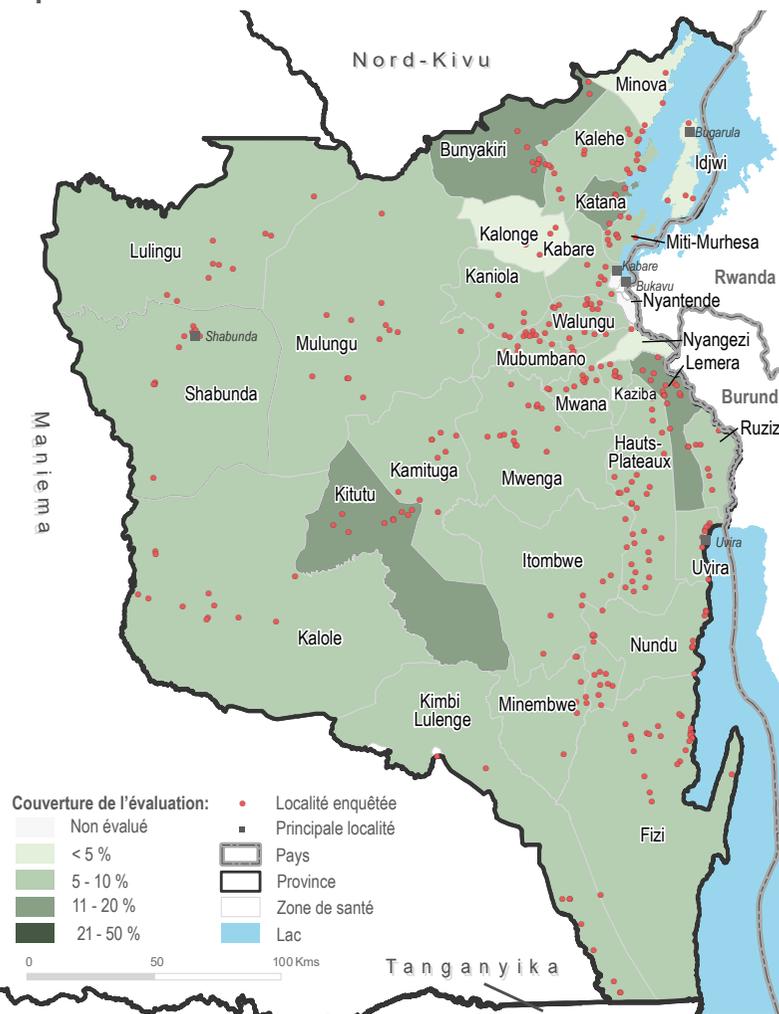
- Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province.

- Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées (seuil de couverture d'une ZS)². Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où le seuil de couverture n'a pas été atteint.

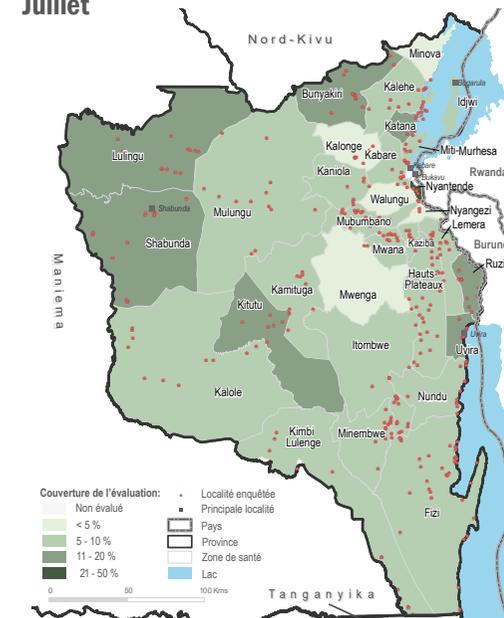
- Il est cependant possible que les tendances observées soient dans certains cas tout de même liées au changement d'échantillon. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.** Sauf indications contraires, les résultats présentés dans cet aperçu datent de septembre 2021.

Couverture géographique

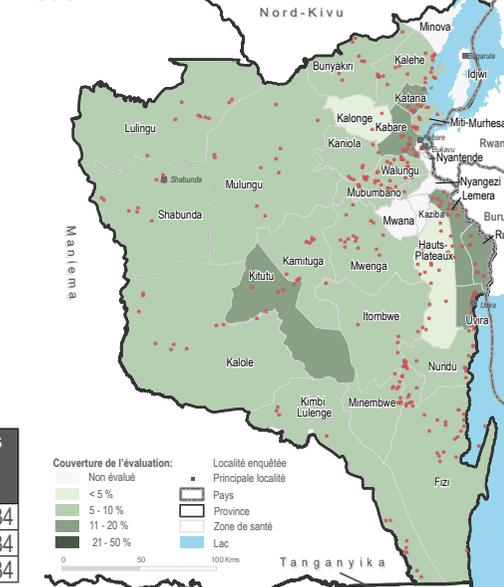
Septembre



Juillet



Août



Mois	Enquêtes ⁴	Localités évaluées dans l'ensemble de la province	Localités évaluées pour les ZS couvertes ≥ 5%	0% < ZS enquêtée < 5%	ZS couvertes ≥ 5%
Juillet	551	483	330	30/34	25/34
Août	546	495	313	26/34	23/34
Septembre	538	509	335	30/34	26/34



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Résultats clés



Déplacements et mouvements de population : Au cours du troisième trimestre 2021, des conflits persistaient dans la région des hauts-plateaux, malgré une accalmie relative observée en septembre, avec une recrudescence des affrontements et des violences dans les territoires de Shabunda et de Ruzizi³. **Ces conflits ont entraîné d'importants mouvements de population**, avec l'arrivée de personnes déplacées internes (PDI) au cours du mois précédant la collecte de données rapportée par les IC dans 11% des localités évaluées en septembre, sans différence notable sur la période évaluée (juillet-septembre). **La violence par les groupes armés dans les localités d'origine étaient ainsi la principale raison expliquant la présence de PDI**, rapportée dans la quasi-totalité (97%) des localités où la présence de PDI a été rapportée (70%). La présence de personnes retournées a également été indiquée dans 21% des localités évaluées en septembre, avec des retours importants au cours du mois précédent observés dans plus d'un quart d'entre elles (27%, 19/71). Ces retours récents étaient notamment rapportés dans la région des hauts-plateaux, probablement liés à la relative accalmie susmentionnée.



Sécurité alimentaire : Dans presque toutes les localités évaluées en septembre (99%), les IC ont indiqué que la faim était modérée et que des stratégies étaient possibles pour y faire face, bien que la nourriture soit de loin le premier besoin prioritaire rapporté (95% des localités évaluées). **La stratégie d'adaptation la plus couramment utilisée en cas d'accès insuffisant à la nourriture étaient la diminution du nombre de repas par jour ou des quantités lors des repas** (rapportée dans 94% des localités évaluées), suivie de l'emprunt d'argent ou de nourriture (45%) et de la réduction des dépenses liées aux besoins non-alimentaires essentiels (31%). Le manque d'accès à la nourriture était principalement causé par le manque de moyens de subsistance, selon les IC de 34% des localités évaluées en septembre. La destruction des cultures par des insectes, des animaux sauvages, la peste ou d'autres maladies a également été rapportée dans 21% des localités évaluées, soulignant des facteurs d'insécurité alimentaire tant structurels que conjoncturels.



Santé : La santé était le second besoin prioritaire rapporté en septembre dans près d'un cinquième des localités évaluées (18%). Cela peut en partie être dû à la distance des structures de santé. En effet, le temps de marche estimé par les IC pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche était supérieur à 45 minutes dans plus d'un quart des localités évaluées (26%). Dans 82% des localités évaluées, la majorité de la population se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins, selon les IC.



Eau, hygiène et assainissement : En septembre, la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche dans 33% des localités évaluées, une eau nécessitant d'être traitée afin de pouvoir être propre à la consommation. De plus, la principale source d'eau de boisson était une source non-améliorée dans 36% des localités évaluées, contre une source améliorée dans seulement 21% des localités évaluées⁴. Bien que dans 74% des localités évaluées, les IC ont estimé qu'il fallait moins de 45 minutes pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée, le nombre

limité de sources d'eau et les longs temps d'attente aux points d'eau était le principal obstacle d'accès à l'eau rapporté par les IC dans 79% des localités évaluées en septembre. Le manque de réceptifs arrivait en deuxième position (63%). De plus, la majorité de la population n'utilisait pas de latrines dans environ la moitié des localités évaluées (51%) et la majorité de la population se lavait les mains uniquement avec de l'eau dans 62% des localités évaluées, accroissant le risque de propagation de maladies hydriques.



Abris : Dans la majorité (59%) des localités évaluées en septembre, les IC ont indiqué que l'abri d'urgence était le type d'abri le plus utilisé par la communauté non déplacée. Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés dans plus d'un tiers des localités évaluées (37%), sans changement sur le trimestre. La destruction d'abris était principalement due à des intempéries, en particulier à Shabunda⁵.



Éducation : Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 56% des localités couvertes en septembre, avec un pourcentage relativement similaire pour les écoles secondaires (50%)⁶. **Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité**, sans grandes distinctions entre filles et garçons. Cependant, la fermeture des écoles aurait entraîné une substitution des activités de certains enfants (filles comme garçons) en âge d'aller au primaire (6-11 ans), qui seraient à présent engagés dans des activités économiques (rapporté par respectivement 11% et 16% des IC enseignants).



Protection : Dans 18% des localités évaluées en septembre, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, sans différence notable sur la période. Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux. Des incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans 9% des localités évaluées en septembre, en particulier dans des ZS de la région des Hauts-Plateaux (ZS de Hauts-Plateaux (8/29); ZS de Minembwe (2/8)) et dans la ZS d'Uvira (2/8). **Les violences sexuelles représentaient la première cause d'inquiétude rapportée par les IC pour les filles** (dans 30% des localités évaluées) **et la seconde pour les femmes** (33%), là encore en particulier dans la région des hauts-plateaux. À l'inverse, aucune source d'inquiétude n'a été rapportée pour les hommes et les garçons, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons. **Les meurtres** (11%) **étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus chez ces deux groupes.**

Dynamiques de crises et mouvements de population

Au cours du troisième trimestre 2021, les conflits dans la province du Sud-Kivu persistaient, en particulier des tensions et des affrontements dans les hauts-plateaux, ayant fait augmenter la criminalité dans la ville d'Uvira au mois de septembre³. Des alertes EHtools étaient notamment recensées dans les territoires d'Uvira, de Fizi, de Shabunda, de Kabare et de Kalehe⁷. Les incidents sécuritaires (conflits fonciers, conflits intercommunautaires et attaques/affrontements armés) ont contribué à alimenter les déplacements de populations internes comme externes

Carte des principales crises ayant mené à des déplacements entre juillet et septembre dans la province Sud-Kivu :



à la province et des personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées étaient signalées par les IC dans 72% des localités évaluées en septembre.

La présence spécifique de PDI au cours du mois précédent a été rapportée par les IC dans 70% des localités évaluées en septembre, stable sur la période. Elle a été signalée dans la totalité des localités évaluées de plusieurs ZS, notamment dans les territoires de Fizi (ZS de Minembwe, 8/8 et ZS de Nundu, 8/8), d'Uvira (ZS de Ruzizi, 6/6) ainsi que dans le territoire de Kalehe (ZS de Bunyakiri, 11/11).

Principales zones d'origines des PDI

Sur l'ensemble du trimestre, les lieux d'origine des PDI les plus rapportés (quelle que soit leur date d'arrivée) – tels que présentés dans le tableau 2 ci-dessous – étaient notamment situés dans la région des hauts-plateaux, en particulier dans la ZS de Hauts Plateaux (territoire d'Uvira) et dans la ZS d'Itombwe (territoire de Mwenga). Selon le Conseil de Sécurité des Nations Unies, la situation sécuritaire dans la région des hauts-plateaux restait préoccupante pour la période couverte⁸, et l'organisation internationale pour les migrations (OIM) soulignait le nombre important de déplacés originaires de cette région en août⁹. Les déplacements au sein des ZS étaient fréquemment rapportés par les IC. Ainsi, les IC de la ZS des Hauts-Plateaux rapportant la présence de PDI dans leur localité en septembre, rapportaient le plus fréquemment que ces PDI étaient originaires de cette ZS (17/59). Il en allait de même pour les IC de la ZS d'Itombwe (8/44), en second lieu après les PDI originaires de la ZS des Hauts-Plateaux (9/44). Néanmoins, une nette baisse était observée dans ces fréquences de citation des IC, de 69 sur 71 IC en août à 17 sur 50 en septembre dans la ZS des Hauts-Plateaux et de 14 sur 23 IC à 8 sur 44 dans la ZS d'Itombwe. Cela pourrait s'expliquer par l'accalmie observée au mois de septembre dans la région des hauts-plateaux par rapport à août, avec des retours de population observés dans la ZS d'Itombwe¹⁰.

Les mouvements entre ZS de la région semblaient également fluides. Par exemple, la présence de PDI en provenance d'autres ZS de la région des hauts-plateaux a également été répertoriée au sein de la ZS des Hauts-Plateaux, notamment en provenance d'Itombwe (9/59), de Minembwe (6/59), et de Nundu (1/59). Au sein de la ZS d'Itombwe, la présence de PDI originaires de ZS limitrophes à cette dernière était également citée par les IC, notamment des ZS des Hauts-Plateaux (9/44), de Fizi (6/44), de Minembwe (4/44) et de Mwenga (4/44).

L'insécurité semble avoir augmenté en septembre par rapport à août dans le territoire de Fizi (la ZS de Fizi étant en effet dans le top 3 des ZS d'origine des PDI en septembre), où des factions armées étaient présentes³. En effet, les IC rapportaient le plus fréquemment que les PDI originaires de la ZS de Fizi étaient principalement présents dans des ZS voisines de la région des hauts-plateaux (ZS d'Itombwe, 6/38, de Nundu, 3/38, et des Hauts-Plateaux, 9/38). Le secteur de Nganja sur le littoral du lac Tanganyika au sein de la ZS de Fizi serait particulièrement affecté par la présence de groupes armés dans la région et aurait fait face à des pillages ainsi qu'à des incursions armées durant le mois de septembre³.

Par ailleurs, les flux de populations inter-provinces caractérisaient aussi les déplacements au Sud-Kivu. Des mouvements de population étaient notamment répertoriés en septembre, en provenance de la province du Maniema, plus précisément du territoire de Kabambare (à la frontière du territoire de Fizi) vers la ZS de Fizi³. En effet, au mois de septembre, le Maniema était la province d'origine des PDI la plus citée par les IC (9/519), en dehors du Sud-Kivu (502/519). La présence des PDI originaires de la province du Maniema était majoritairement citée par les IC au sein de localités de la ZS de Kimbi-Lulenge dans le territoire de Fizi (5/9). De plus, d'après le Tableau de Bord de Suivi de Mobilité de l'OIM, un pourcentage non négligeable de déplacés répertoriés au sein de la province du Sud-Kivu (8%) étaient originaires de provinces voisines, telles que le Nord-Kivu ou le Maniema au mois d'août⁷.

TOP 3 des ZS d'origine des PDI, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté des PDI et leurs origines (quelle que soit leur date d'arrivée), par mois :

	Juillet	Août	Septembre
1	Hauts-Plateaux (116/440)	Hauts-Plateaux (125/482)	Hauts-Plateaux (131/519)
2	Itombwe (64/440)	Itombwe (71/482)	Itombwe (67/519)
3	Lulingu (35/440)	Bunyakiri (33/482)	Fizi (38/519)

Lorsque la présence de PDI a été rapportée, la première raison avancée pour expliquer cette présence était liée à la violence des groupes armés dans leur localité d'origine (97% des localités évaluées avec présence de PDI rapportée). Ceci est cohérent avec le rapport de septembre publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et INTERSOS indiquant des mouvements de populations, notamment à Uvira et à Shabunda, suite à des affrontements armés et à de l'insécurité³. Les données publiées sur EHtools montrent également que la plupart des déplacements sont la conséquence de conflits armés⁷. De plus, la violence perpétrée par les groupes armés comme raison de présence des PDI était mentionnée dans toutes les localités évaluées de 17

Dans 11% (27) des localités évaluées en septembre, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent¹⁸ % par ZS :

des 26 ZS couvertes en septembre au Sud-Kivu. Viennent ensuite les tensions communautaires dans la localité de départ, bien que dans seulement 1% des localités couvertes en septembre, uniquement dans les ZS de Kasiba (1/3) et de Walungu (1/5), au sein du territoire de Walungu, et dans la ZS des Hauts-Plateaux (1/27) (territoire d'Uvira).

Arrivées récentes de PDI

L'arrivée d'un nombre important de PDI au cours du mois précédent était indiquée par les IC dans 11% des localités évaluées en septembre, stable par rapport à août (11%). Comme présenté dans le tableau ci-dessous, la proportion de localités où les IC ont signalé l'arrivée de PDI au cours du mois précédent était particulièrement importante sur toute la période dans le territoire de Fizi (ZS de Kimbi Lulenge, de Minembwe et de Fizi), où un nombre important de déplacés était rapporté entre juillet et septembre par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)¹¹. EHtools recensait notamment plusieurs mouvements de population importants au sein du territoire, dont un début septembre de plus de 7 000 personnes après une attaque dans un groupement de la ZS de Kimbi-Lulenge¹². Les autres ZS où l'arrivée d'un nombre important de PDI a été rapportée par les IC se situaient dans différents territoires de la province, sans tendance géographique particulière.

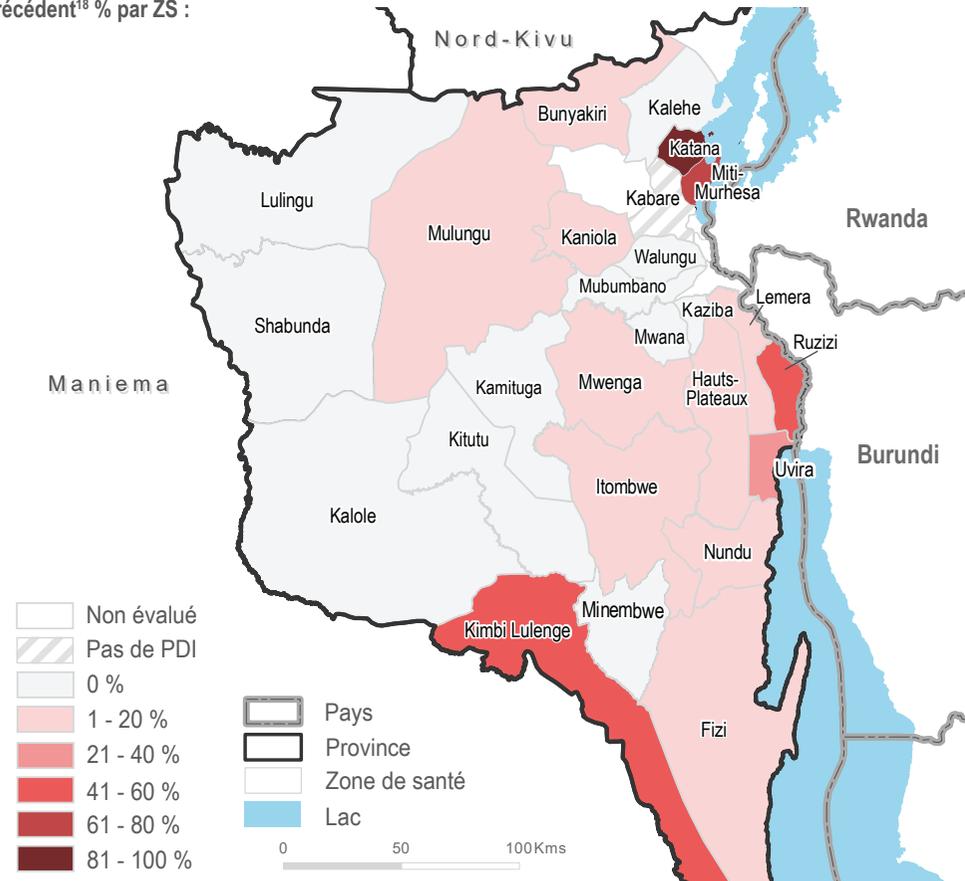
TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté que des PDI étaient arrivées dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Juillet	Août	Septembre
1	Minembwe (7/13)	Miti-Murhesa (2/3)	Miti-Murhesa (2/3)
2	Itombwe (8/18)	Bunyakiri (2/7)	Kimbi Lulenge (5/10)
3	Fizi (12/32)	Itombwe (5/18)	Ruzizi (3/6)

Principales zones de départ des PDI

Les mouvements de population étaient récurrents tout au long du trimestre. Dans 42% (140/334) des localités évaluées en septembre, les IC ont signalé le départ d'un nombre important de membres de la communauté hôte au cours du mois précédent, en légère baisse par rapport à juillet (53%, 175/329). Ces départs étaient répertoriés dans des ZS différentes au cours du trimestre, comme montré dans le tableau ci-dessous. Aucune zone de départ n'apparaît plus d'une fois dans le TOP 3 des ZS sur l'ensemble du trimestre à l'exception de Ruzizi, où des violences et affrontements armés étaient répertoriés en septembre et en août⁹. Alors qu'en septembre, les zones de départs principales étaient situées dans différentes parties de la province, en juillet, celles-ci se situaient majoritairement dans la région des hauts-plateaux. Le mois de juillet a en effet été caractérisé par des violences armées et des conflits intercommunautaires dans la région des hauts-plateaux¹³, notamment dans le territoire de Fizi, dans la ZS de Minembwe¹⁴. Il est intéressant de noter que les ZS de départ principales ne correspondent pas aux ZS où l'arrivée de PDI a été rapportée dans une proportion importante de localités, en dehors d'Itombwe, de Minembwe et de Ruzizi, et que les déplacements ne sont pas tous internes à la même ZS.

La principale raison mise en avant pour expliquer ces départs était la prévention face à une peur ou à une menace (44%), stable sur la période, suivie de raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) (32%) et de l'insécurité alimentaire dans la localité (11%). En septembre, les déplacements préventifs paraissent plus communs au sein de la région des hauts-plateaux, dans les ZS d'Itombwe (4/5), de Hauts-Plateaux (11/16) ainsi que dans les ZS de Katana (2/3), de Fizi (5/8) et de Lulingu (3/5). En revanche, les déplacements liés à des raisons économiques revenaient au sein de différents territoires de la province, dans les ZS de Kalole (3/4) (territoire de Shabunda), de Kimbi Lulenge (3/5) (territoire de Fizi), de Lemera (5/9) (Uvira) et de Walungu (5/9) (territoire de Walungu), sans tendances claires observées.



TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'un nombre important de membres de la communauté avait quitté la localité au cours du mois précédent, par mois :

Juillet		Août		Septembre	
Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ
1 Minembwe (10/14)	Déplacement préventif (peur/menace) : 9/10	Mubumbano (15/18)	Raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) : 4/15	Mwenga (10/14)	Raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) : 4/10
2 Kalehe (12/17)	Insécurité alimentaire dans la localité : 4/12 ; Déplacement préventif (peur/menace) : 4/12	Nundu (8/10)	Déplacement préventif (peur/menace) : 4/8	Kaniola (4/6)	Déplacement préventif (peur/menace) : 2/4
3 Hauts-Plateaux (16/23) ; Itombwe (12/18) ; Ruzizi (6/9)	Déplacement préventif (peur/menace) : 13/16 ; 7/12 et 2/6 respectivement ; Insécurité alimentaire dans la localité : 2/6	Kamituga (6/9) ; Lulingu (6/9)	Raisons économiques (recherche de meilleures conditions de vie en général) : 3/6 ; Déplacement préventif (peur/menace) : 4/6	Ruzizi (4/6)	Inondations dans la localité : 2/4

Dynamiques de retour

La présence de personnes retournées, quelle que soit leur date d'arrivée, a été rapportée par les IC dans 21% des localités évaluées en septembre, sans différence notable observée sur la période. La présence de retournés a été rapportée dans les plus hautes proportions de localités évaluées dans le territoire de Shabunda, dans les ZS de Lulingu (6/10) et de Mulungu (7/13), ainsi que dans les ZS de Bunyakiri (6/11) et de Kaniola (3/6). **Les IC ont expliqué dans 62% (44/71) de ces localités que les retournés étaient rentrés en raison de la difficulté des conditions de vie dans la localité de déplacement** (difficultés d'accès aux ressources/ pas de sources de revenu). Ces résultats sont en hausse par rapport à juillet (39%, 22/56). L'amélioration de la sécurité dans la localité actuelle revenait dans 27% (19/71) des localités où des retournés étaient rapportés, demeurant stable sur la période. Cela était particulièrement rapporté au sein des ZS situées dans la région des hauts-plateaux (Mwenga : 2/3 ; Itombwe : 3/8 et Minembwe : 1/3) en hausse par rapport à août (Mwenga : 1/3 et Itombwe : 1/8). Le manque ou le peu d'assistance dans la localité de départ était mentionnée dans 6% des localités évaluées, restant stable sur la période, alors que la dégradation de la sécurité dans la localité de déplacement était une raison donnée dans seulement 3% (2/71) des localités en septembre, contre 16% (10/63) en août et 13% (7/56) en juillet. **La dégradation de la sécurité était notamment rapportée en août dans la ZS de Minembwe (1/3) et dans la ZS d'Itombwe (1/8), en contraste avec le mois de septembre (Minembwe : 0/3 ; Itombwe : 0/8).** Le rapport du secrétaire général de la Mission de

l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) signalait en effet une recrudescence de la violence armée dans la ZS de Minembwe au mois de juillet⁸ alors qu'une accalmie était observée dans cette même ZS en septembre¹⁰. Des mouvements de retours étaient également observés dans la ZS d'Itombwe suite à l'accalmie dans la région des hauts-plateaux¹⁰. Différentes ZS dans la région des hauts-plateaux (ZS d'Itombwe, Minembwe et Hauts-Plateaux) étaient considérées comme ayant un haut taux de retours potentiels selon l'analyse des mouvements de retours de la matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix - DTM*) de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) du mois d'août pour les mois suivants en raison de l'accalmie observée⁹.

Dans près de deux localités évaluées sur trois où la présence de retournés a été signalée (69%, (49/71)), les retournés sont rentrés dans leur localité d'origine pour y rester de façon permanente, d'après les IC. Il arrive dans certains cas que les retournés décident de revenir temporairement dans leur localité d'origine pour y cultiver, procéder à la récolte ou accéder à des services. Ceci a été rapporté dans 31% des localités évaluées en septembre, relativement stable sur la période.

Des mouvements de retour importants ayant eu lieu au cours du mois précédent ont été rapportés en septembre dans 27% (19/71) des localités évaluées où la présence de retournés était rapportée, en particulier dans des ZS situées dans la région des hauts-plateaux (ZS des Hauts-Plateaux et de Itombwe) ou dans des ZS limitrophes (ZS de Kimbi Lulenge), restant stables sur la période. Les informations disponibles concernant les retournés sont limitées, aucune alerte publiée sur EHtools ne fait état de mouvements de retour, malgré les besoins de certains de ces groupes affectés par les conflits.

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté des mouvements de retour importants dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Juillet	Août	Septembre
1	Bunyakiri (2/3)	Itombwe (3/8)	Kimbi Lulenge (3/5)
2	Itombwe (3/5)	Lulingu (1/3) Mwenga (1/3)	Hauts-Plateaux (4/7) Itombwe (3/8)
3	Kalehe (2/4)	Fizi (2/7)	Lulingu (2/6) Kaniola (1/3)



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Contexte général de la sécurité alimentaire au Sud-Kivu

La sécurité alimentaire demeure particulièrement inquiétante au Sud-Kivu. Le rapport d'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), estime que, sur base de projections pour la période allant de septembre 2021 à août 2022, certaines ZS du Sud-Kivu seraient en insécurité alimentaire en septembre. Ceci est particulièrement le cas dans le territoire de Fizi (ZS de Nundu, de Minembwe et de Fizi) et dans le territoire de Walungu (ZS de Mubumbano et de Nyangezi) qui seraient en phase 3 de l'IPC (situation nutritionnelle sérieuse) alors que la ZS de Kabare (territoire de Kabare) serait en phase 4 de l'IPC (situation critique)¹⁵. La saison A dans l'Est de la RDC a en effet démarré à temps mais après une saison agricole précédente moins productive et au cours de laquelle il y a eu des difficultés d'accès aux intrants en lien avec les restrictions liées à la COVID-19^{16, 17}. En effet, la période de juin à septembre 2021 était caractérisée par un épuisement des stocks durant la seconde moitié de cette période et certaines zones du Sud-Kivu telles qu'Uvira et Fizi seraient en crise (phase 3 de l'IPC)¹⁸.



Accès à la nourriture et situation de la faim

La nourriture était de loin le premier besoin prioritaire cité en septembre : dans 95% des localités évaluées au Sud-Kivu, sans changement notable sur la période. La première réponse fournie par les IC pour expliquer le manque d'accès à la nourriture en septembre était le manque de moyens de subsistance (34%, 114/335 des localités évaluées), en nette augmentation depuis juillet (17%, 57/330). Les cultures ayant été détruites par des insectes, des animaux sauvages, la peste ou d'autres maladies des cultures revenait dans 21% des localités évaluées, sans variation notable par rapport aux mois précédents, soulignant la pluri-factorialité de l'insécurité alimentaire. La précarité alimentaire est également exacerbée par des facteurs conjoncturels. La pression démographique, incluant l'arrivée de PDI/retournés (11%), revenait en particulier dans le territoire d'Uvira (ZS des Hauts-Plateaux : 10/29 et d'Uvira : 2/8) et dans la ZS de Kimbi-Lulenge (3/11).

L'insécurité limitait l'accès aux terres ou aux cours d'eau dans certains endroits de la province, cités dans 9% des localités évaluées en septembre. Cet accès était particulièrement restreint dans la région de hauts-plateaux (ZS d'Itombwe : 7/20 ; des Hauts-Plateaux : 7/29) ainsi que dans la ZS de Bunyakiri (2/11).

Les stratégies d'adaptation et sources de nourriture

La diversification alimentaire est très limitée au Sud-Kivu. Les aliments régulièrement consommés par une majorité de la population en septembre étaient tous le fruit de la culture des terres, et incluaient principalement les céréales et tubercules (dans 99% des localités évaluées), les légumes et feuilles (86%) et les oléagineux (62%), sans nette variation entre juillet et septembre. En outre, la consommation régulière de viandes, œufs et poissons (4%), et de fruits (12%) était très faible, pouvant entraîner le développement de carences nutritionnelles au sein de la population.

Selon les IC de presque toutes (99%) les localités couvertes en septembre, le niveau de sévérité de la faim restait modéré et des stratégies étaient possibles pour y faire face. Une des stratégies les plus rapportées dans les localités évaluées était de diminuer le nombre de repas par jour ou la quantité de nourriture par repas (94%). Cette stratégie pourrait augmenter les cas de malnutrition. Pour certains IC, les communautés se tournaient également vers des stratégies de subsistance axées à court terme comme l'emprunt d'argent ou de nourriture (45%), accroissant leur vulnérabilité sur le long terme. La réduction des dépenses liées aux besoins non-alimentaires essentiels (tels que l'éducation) était une stratégie rapportée dans 31% des localités évaluées en septembre¹⁹. Le recours à cette stratégie apparaissait plus fréquent dans les ZS de Kalole (8/12), de Katana (4/7), de Mwana (5/10) et de Nundu (4/8).

Les sources de nourriture les plus rapportées étaient l'agriculture, la pêche et l'élevage de subsistance (dans 75% des localités évaluées), l'achat auprès de marchés et petits commerces (21%) et les petits travaux contre nourriture (1%). Les résultats ne varient pas sensiblement sur le trimestre ni entre les différentes ZS.

Même si les habitudes alimentaires en termes de céréales n'ont pas changé sur la période, le prix des céréales a augmenté selon les IC de 37% des localités évaluées, contribuant ainsi à renforcer le manque d'accès à la nourriture. Dans le bulletin des prix de Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) d'octobre 2021, une légère hausse des prix de la farine de maïs, de manioc, des haricots, de l'huile de palme et du riz (importé) était rapportée en septembre par rapport à août²⁰. Ceci concorde avec le rapport de l'IPC qui dénotait que les prix des denrées alimentaires étaient stables en août par rapport au mois de juillet 2021 mais qu'une tendance à la hausse était observée dans la province du Sud-Kivu²¹. Les arguments mis en avant pour expliquer une hausse du prix des céréales variaient entre localités évaluées. La première raison renvoyait en septembre à l'arrêt ou la diminution

de l'approvisionnement en céréales en provenance d'autres localités (64%, 79/124), avec des résultats similaires sur la période mais particulièrement rapportés au sein du territoire de Shabunda (ZS de Kalole : 5/5 ; de Shabunda : 3/3 et de Lulingu : 2/4) et dans les ZS frontalières à la ZS de Kalole (ZS de Kitutu : 4/4 et ZS de Kimbi-Lulenge : 2/5). En effet, l'Est de la RDC, dont le Sud-Kivu, dépend fortement d'importation de céréales en provenance de l'Afrique australe, qui a été touchée par une sécheresse au cours des précédentes périodes agricoles¹⁸. La seconde raison donnée était la destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages (56%, 69/124), plus fréquemment citée au sein du territoire de Mwenga (ZS de Mwana : 6/6 et ZS de Kitutu : 4/4) ainsi que dans la ZS de Kaniola (3/3) (territoire de Kabare). L'arrivée de PDI dans la localité ayant entraîné une hausse de la demande de céréales sans toutefois que l'offre n'augmente était citée comme raison pour expliquer l'augmentation du prix des céréales dans 45% des localités évaluées, et ce dans différentes ZS de la province, telles que les ZS de Minembwe (3/3), de Mulungu (5/5) et des Hauts-Plateaux (13/16).

3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour faire face au manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en septembre²² :

Diminution du nombre de repas par jour/les quantités	94% (314)	
Emprunt d'argent pour achat de nourriture	45% (150)	
Réduction des dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé, etc.)	31% (105)	

Activités de subsistance et barrières à l'agriculture

L'essentiel de l'activité économique du Sud-Kivu est porté par l'agriculture, constituant le premier moyen de subsistance des populations²³. Ainsi, l'agriculture de subsistance était rapportée comme l'une des principales activités de subsistance dans l'ensemble des localités évaluées (100%) et l'agriculture de vente dans 4%. Les autres principales activités de subsistance incluaient le petit commerce (86%) et le travail journalier (43%). Au cours de leur quotidien, les personnes travaillant dans l'agriculture sont confrontées à de nombreuses barrières. Les obstacles les plus cités dans les localités évaluées étaient le manque de moyens de subsistance²³ (94%), la destruction des champs par les insectes, animaux ou maladies (57%), suivie du manque de terre (19%), et de l'insécurité (16%), sans changement notable sur la période. De manière générale, le manque de moyens de subsistance est un problème inhérent à l'ensemble de la province et a notamment été exacerbé par la pandémie de la COVID-19 et la perturbation du commerce mondial²⁵. L'insécurité constituait une barrière pour l'agriculture, en particulier dans les ZS d'Uvira (3/8), de Kaniola (2/6) et de Nundu (2/8).



Santé et nutrition

Accès aux structures de santé

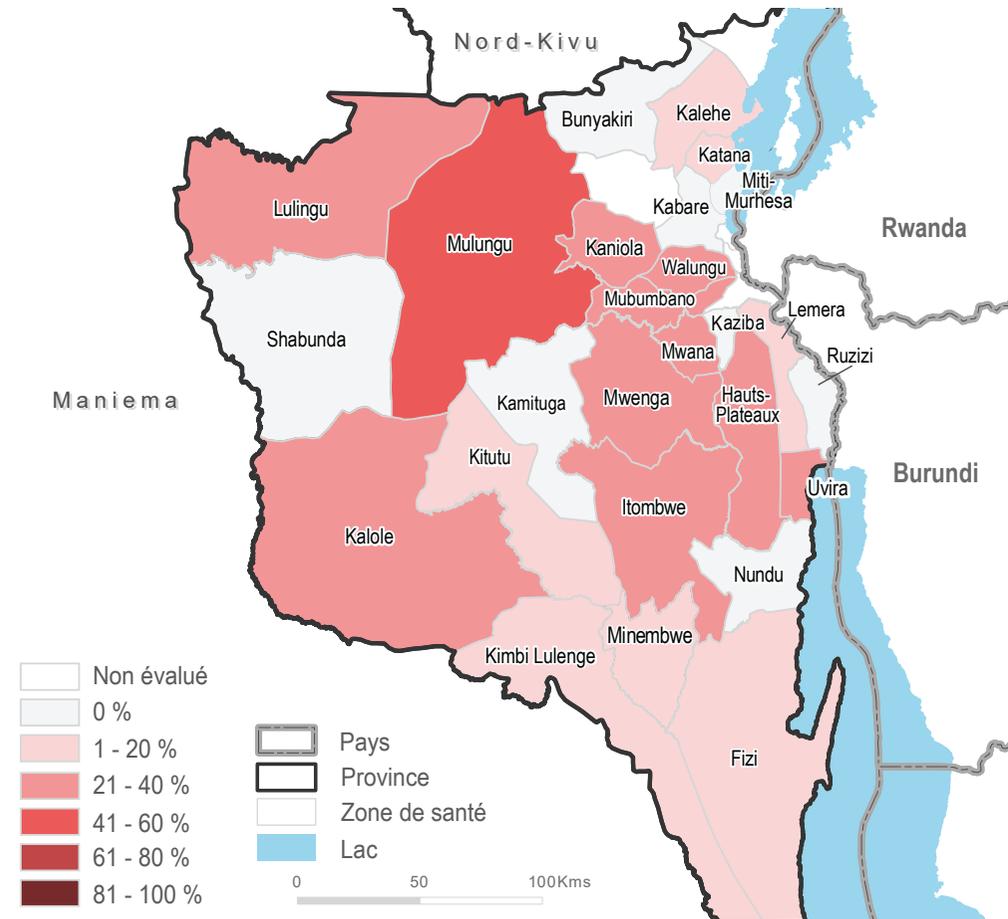
La santé était le second besoin prioritaire le plus rapporté en septembre dans les localités évaluées (18%, 60/335), sans grande différence en juillet et en août. Selon les IC, la majorité de la population restait chez elle et/ou se soignait elle-même dans 9% des localités évaluées en septembre, principalement dans le territoire de Shabunda (ZS de Mulungu (3/9) et de Lulingu (2/9)) et dans le territoire de Kabare (ZS de Kaniola (1/3)), et avait recours à la médecine traditionnelle dans 3% des localités évaluées. En contraste, la majorité de la population de 82% des localités évaluées se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins. Les types de structures de santé visitées étaient les centres de santé (94%), suivis des hôpitaux (18%) et des postes de santé (13%).



Les IC ont estimé que le temps de marche séparant leur localité de la structure de santé la plus proche était supérieur à 45 minutes dans 26% (88/335) des localités évaluées en septembre, en légère augmentation depuis juillet (12%, 40/330). Le temps de marche à la structure de santé comme étant supérieur à 45 minutes était notamment recensé au sein du territoire de Fizi (ZS de Nundu : 3/8 et ZS de Fizi : 8/25) ce qui pourrait être expliqué par les intempéries ayant eu cours en septembre (plus de 200 maisons avaient en effet été détruites en septembre en raison de fortes pluies dans le territoire de Fizi²⁶).

Par ailleurs, la population avait accès à un programme nutritionnel à distance de marche dans 35% (116/335) des localités évaluées, sans changement sur le trimestre. Le niveau d'accès n'est cependant pas uniforme dans la province, et des contrastes géographiques existent entre ZS. Le territoire de Mwenga mérite une attention particulière, puisque la proportion de localités évaluées n'ayant pas accès à un programme nutritionnel y était particulièrement élevée (Kitutu (10/10), Kamituga (9/9), Itombwe (12/20)), ainsi que la ZS de Mulungu (13/13), frontalière au territoire de Mwenga.

Dans 13% (36) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population se rendait ailleurs que dans une structure de santé pour obtenir des soins au cours du mois précédent :



Eau, hygiène et assainissement

Accès à l'eau

L'accès à une eau potable au Sud-Kivu demeure un enjeu, et son manque d'accès constitue un terreau pour le développement et la propagation de maladies hydriques. Au mois de septembre, les IC ont indiqué dans 33% des localités évaluées de la province que la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau autre que l'eau de surface à distance de marche, sans différence par rapport aux mois précédents. Cela était plus recensé dans le territoire d'Uvira (ZS d'Uvira (6/8) et des Hauts-Plateaux (18/29)), ainsi que dans la ZS de Mulungu (7/13). Les résultats portant sur la principale source d'eau de boisson utilisée par la population au Sud-Kivu n'ont pas vraiment varié sur le trimestre, même si les sources d'eau de boisson principales varient entre localités évaluées. Les sources d'eau non-améliorées étaient rapportées comme source d'eau de boisson dans la plus grande proportion de localités évaluées (36%), devant l'eau de surface (33%) et les sources améliorées (21%)⁴. Dans 10% des localités évaluées, la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus.

% des localités évaluées par principal type de source d'eau rapportée par les IC pour la majorité de la population au cours du mois précédant la collecte de données de septembre - TOP3 des ZS :

	Eau de surface	Source non-améliorée	Source améliorée
1	Uvira (6/8)	Kaniola (5/6)	Kaziba (4/7)
2	Hauts-Plateaux (18/29)	Bunyakiri (9/11)	Katana (3/7)
3	Mulungu (7/13)	Kalole (8/12)	Fizi (10/25)

En septembre, les IC de 65% (217/335) des localités évaluées ont indiqué que la majorité de la population mettait moins de 45 minutes pour aller, attendre et revenir de la source d'eau, en baisse par rapport à juillet (78%, 257/330). Parmi les principaux obstacles d'accès à l'eau, les IC ont identifié un nombre insuffisant de points d'eau et les longs temps d'attente aux points d'eau (dans 79% des localités évaluées), suivi du manque de récipients pour stocker l'eau (53%) et la qualité de l'eau, considérée comme non potable (50%). Ces indicateurs sont restés stables sur le trimestre. En raison du manque de récipients, les familles doivent vraisemblablement multiplier les allers et retours vers les points d'eau, restreignant le temps qu'elles peuvent allouer aux autres activités du quotidien, y compris économiques. Ces limites d'accès à l'eau ne se concentrent pas sur une zone spécifique, mais prévalent sur l'ensemble de la province. Le temps d'attente et le nombre insuffisant de points d'eau ont été cités dans au moins 70% des localités de 18 des 27 ZS couvertes, en particulier dans le territoire de Kalehe (ZS de Bunyakiri : 11/11 et de Kalehe : 19/19), de Kabare (ZS de Kaniola : 6/6 et Miti-Murhesa : 7/7) et dans les ZS de Kaziba (7/7) et de Shabunda (11/11).

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en septembre²² :

Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	79% (264)	<div style="width: 79%;"></div>
Manque de récipients pour stocker l'eau	53% (179)	<div style="width: 53%;"></div>
Eau considérée comme impropre	50% (167)	<div style="width: 50%;"></div>

Hygiène et assainissement

La question d'accès à des latrines et au savon est étroitement liée à des potentiels problèmes de contamination de l'eau et à la propagation de maladies hydriques. Il ressort dans environ une localité sur deux évaluées (51%) que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines en septembre, sans différence notable sur la période.

La non-utilisation de latrines apparaissait dans une plus grande proportion de localités évaluées dans la région des hauts-plateaux, dans les ZS de Hauts-Plateaux (26/29), de Nundu (7/8), d'Itombwe (14/20) et de Minembwe (5/8), ainsi que dans la ZS de Mulungu (11/13). La pratique de la défécation à l'air libre était expliquée dans 69% des localités évaluées où les IC avaient rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines, par le manque d'installations sanitaires ou par un nombre trop important d'utilisateurs, avec des pourcentages relativement similaires dans les ZS mentionnées ci-dessus.

Le lavage des mains se faisait pour la majorité de la population exclusivement avec de l'eau dans 62% des localités évaluées, suivi de l'eau avec du savon ou du chlore (17%), sans variation notable sur la période. L'eau seule était la méthode la plus fréquemment utilisée au sein du territoire de Shabunda, dans les ZS de Mulungu (13/13), de Shabunda (10/11) et de Luingu (9/10).

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

Dans la majorité (59%) des localités évaluées en septembre, les IC ont indiqué que l'abri d'urgence était le type d'abri le plus utilisé par la communauté non déplacée, et ce, particulièrement au sein du territoire de Shabunda (ZS de Kalole : 12/12 et ZS de Luingu : 9/10), mais également dans le territoire de Mwenga (ZS d'Itombwe : 17/19, ZS de Kitutu : 8/10 et ZS de Mwenga : 11/14). **Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés en septembre dans plus d'un tiers des localités évaluées (37%), sans changement sur le trimestre, et en particulier dans les ZS de Shabunda (9/11), de Bunyakiri (7/11) et de Kimbi-Lulenge (7/11).** Quand les IC avaient signalé la destruction d'abris, la principale raison donnée était liée aux intempéries (80%), ce qui était particulièrement le cas au sein des localités du territoire de Shabunda (ZS de Shabunda : 9/11, Luingu : 5/10, Kalole : 6/12) ainsi que dans les ZS de Bunyakiri (7/11) et de Kimbi Lulenge (7/11). De fortes pluies ont en effet été répertoriées en septembre au sein du territoire de Shabunda, entraînant l'endommagement et la destruction d'abris⁵. **Les familles d'accueil étaient rapportées comme les principaux lieux où étaient logés les PDI et/ou retournés (98%), suivis de logements loués ou prêtés (29%).**

Les IC ont indiqué que les casseroles étaient les principaux AME indisponibles en septembre dans (92%, 307/335) des localités évaluées, suivies de la vaisselle/assiettes et des bidons dans respectivement 91% (306/335) et 82% (274/335) des localités évaluées. Viennent ensuite les couvertures et les nattes de couchage dans 81% et 73% des localités évaluées. À l'exception des moustiquaires en hausse entre juillet (16%, 52/330) et septembre (29%, 96/335), la proportion des localités où chaque AME n'était pas disponible pour la majorité de la population est relativement stable d'un mois à l'autre.

Dans 37% (123) des localités évaluées en septembre, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :

1. Shabunda	9/11 localités évaluées
2. Bunyakiri ; Kimbi Lulenge	7/11 localités évaluées
3. Kalole	6/12 localités évaluées

Education

Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 56% des localités couvertes en septembre, un pourcentage relativement similaire pour les écoles secondaires (50%)⁶. La principale

raison donnée pour expliquer l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche renvoyait à des dommages causés par un aléa naturel (dans 58% des localités susmentionnées). Par rapport à l'état des structures scolaires, les IC de 38% des localités évaluées ont expliqué que les cours au niveau du primaire se tenaient dans des bâtiments temporaires, non-durables ou endommagés.

Dans 61% des localités évaluées en septembre, les IC ont mentionné qu'une grande majorité (entre 75% et 99%) des garçons âgés entre 6 et 11 ans fréquentaient l'école, cette proportion étant moins importante pour les filles (46%). **De manière générale, la fréquentation scolaire rapportée des filles était moins importante que celle des garçons, soulignant que les filles rencontrent davantage d'obstacles que leurs pairs dans l'accès à l'éducation.** Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité, sans grandes distinctions entre filles et garçon⁷. Au Sud-Kivu, les enseignants ne sont pas toujours rémunérés par l'État, ce qui engendre de nombreuses grèves²⁸ et cette charge revient donc parfois aux parents²⁹.

Avec la fermeture des écoles en raison de la COVID-19, les activités de certains enfants en âge d'aller au primaire se sont substituées. Une partie des IC enseignants des localités évaluées ont rapporté l'engagement des enfants dans des activités économiques depuis la fermeture des écoles (respectivement 11% (2/19) pour les filles et 16% (3/19) pour les garçons). Outre la substitution des activités des enfants en âge d'aller à l'école, il était également signalé par 84% des IC enseignants, tant pour les filles (16/19) que pour les garçons (16/19), que les mesures contre la COVID-19 avaient eu un impact sur la baisse des moyens financiers des familles de manière générale. De plus, selon 22% (5/23) des IC enseignants ayant rapporté une baisse de la fréquentation scolaire des filles au secondaire, la raison principale était le mariage pendant la fermeture des écoles.

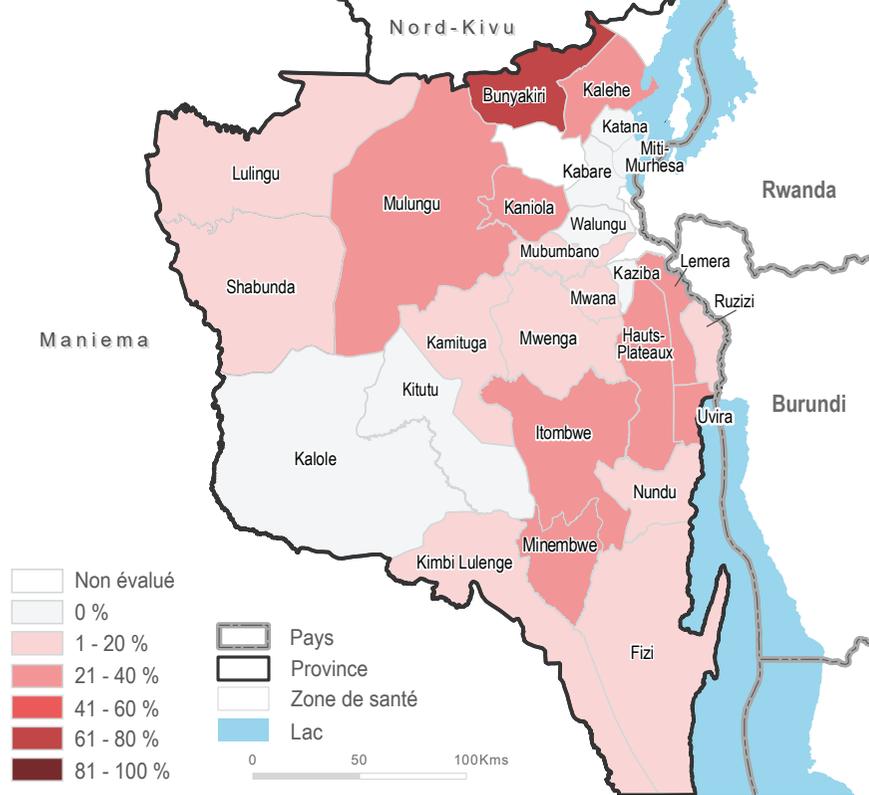
Protection

Sentiment d'insécurité

Dans 18% des localités évaluées en septembre, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, sans différence notable sur la période. **Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux.** Les ZS de Hauts-Plateaux (11/28) et de Minembwe (3/8) ainsi que les ZS de Bunyakiri (7/11) et d'Uvira (3/8) représentaient les ZS où le sentiment d'insécurité ressortait le plus souvent. Une alerte EHtools a en effet recensé des incidents sécuritaires importants dans la ZS des Haut-Plateaux et ses alentours sur la période couverte³⁰, ce qui concorde avec les conflits intercommunautaires et les affrontements rapportés pour le mois de septembre dans la région des haut-plateaux³. La proportion de localités évaluées où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité a augmenté dans la ZS d'Uvira (août : 2/11 ; septembre : 3/8) et a diminué dans les ZS de Minembwe (juillet : 11/14 ; septembre : 3/8) et de Mwenga (août : 2/16 ; septembre : 1/14) entre juillet ou août et septembre. Comme susmentionné, une accalmie était en effet observée dans la province du Sud-Kivu durant la période concernée (juillet à septembre 2021) et seules 8 alertes étaient disponibles sur EHtools par rapport à la période précédente (avril à juin 2021) où 14 alertes étaient répertoriées au sein du territoire⁷. La note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et du Maniema publiée par OCHA pour le mois de septembre 2021 rapportait également une accalmie relative dans la ZS de Minembwe, en contraste avec la ZS de Ruzizi dans le territoire d'Uvira où des violences et des affrontements étaient observés¹⁰.



Dans 18% (59) des localités évaluées en septembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent. - % par ZS :



Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans 9% des localités évaluées en septembre. En lien avec le sentiment d'insécurité dans la région des hauts-plateaux, ces incidents étaient plus fréquemment mentionnés dans des ZS de cette région (ZS des Hauts-Plateaux : 8/29 et ZS de Minembwe : 2/8) ainsi que dans la ZS d'Uvira (2/8). **Les attaques armées et les combats représentaient le premier type d'incident cité par les IC** dans 97% (30/31) de ces localités, en légère hausse par rapport à juillet (86%, 49/57). Ces incidents étaient toujours concentrés dans la région des hauts plateaux³¹ mais aussi dans la ZS de Kalehe (3/3)³². A titre de comparaison, le Kivu Security Tracker identifiait entre le 1er juillet et le 30 septembre 2021, 672 incidents dans la province — dont des morts violentes (242), des affrontements (228), des enlèvements (73) et des kidnappings pour rançons (62) — essentiellement localisés sur le flanc Est de la province³³.

Des pillages ou des attaques par des acteurs armés ont été rapportés dans 16% (53/335) des localités évaluées. Dans 74% (39/53) d'entre elles, les IC ont signalé que des maisons avaient été pillées³⁴, un pourcentage stable sur la période. Ces cas de pillages se concentraient principalement dans la région des hauts-plateaux, précisément dans les ZS de Minembwe (4/8), d'Itombwe (8/20) et des Hauts-Plateaux (11/29) ainsi que dans la ZS de Bunyakiri (7/11), dans le territoire de Kalehe.

Principales inquiétudes liées à la protection

Les violences sexuelles représentaient la seconde cause d'inquiétude pour les femmes (dans 33% des localités évaluées)³⁵ et première cause d'inquiétude pour les filles (30% des localités évaluées) selon les IC en septembre, restant stable sur la période couverte. Cette cause d'inquiétude a été rapportée dans des proportions de localités évaluées particulièrement élevées dans la région des hauts plateaux (ZS de Minembwe (femmes : 5/8 ; filles : 5/8), des Hauts-Plateaux (femmes : 18/29 ; filles : 18/29) et d'Itombwe (femmes : 12/20 ; filles : 11/20)) ainsi que dans les ZS de Bunyakiri (femmes : 7/11 ; filles : 8/11) et de Nundu (femmes : 7/8 ; filles : 5/8). Ceci concorde en effet avec le rapport de septembre du UNHCR et d'INTEROS qui répertoriait des cas de violences sexuelles au sein de différentes ZS de la province, notamment dans le secteur d'Itombwe, dans les hauts-plateaux¹⁰. Ces cas avaient lieu principalement sur des axes menant vers des champs et vers la forêt. Par ailleurs, le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) rapportait une augmentation des cas documentés de violences sexuelles liées au conflit au mois de septembre, et le Sud-Kivu enregistrait le plus grand nombre de survivants de violences sexuelles après le Nord-Kivu³⁶. **Malgré la prévalence des cas de violences sexuelles, les survivants de violences basées sur le genre (VBG) n'avaient pourtant pas accès à des mécanismes de protection selon les IC de 25% des localités évaluées**, principalement au sein des ZS de Kamituga (9/9), de Kaziba (7/7) et de Kabare (5/6). La troisième cause d'inquiétude citée pour les filles, après 'aucune source d'inquiétude', était le mariage précoce/forcé (dans 25% des localités évaluées, 84/335), en augmentation depuis juillet (15%, 49/330)³⁷.

'Aucune source d'inquiétude' était citée en premier lieu à la fois pour les hommes et les garçons, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques de protection auxquelles font face les hommes et les garçons. La cause d'inquiétude pour les hommes et les garçons la plus citée en second lieu ne faisait pas consensus au sein des localités. Néanmoins, **les meurtres (11%, 37/335) étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus pour les hommes et les garçons**, accompagnés des arrestations arbitraires (10%, 33/335) pour les garçons. Les enlèvements ou tentatives d'enlèvements étaient rapportés comme source d'inquiétude pour les garçons et les hommes dans respectivement 8% (27/335) des localités évaluées, sans tendance géographique claire observée entre les ZS.

La présence de mineurs non accompagnés était signalée dans plus de neuf localités évaluées sur dix sur le trimestre (par exemple 90%, 303/335 en septembre). Ce problème semble être généralisé à l'échelle de la province ; en effet, les IC ont relevé dans au moins 85% des localités évaluées de 22 des 26 ZS couvertes la présence d'enfants non accompagnés.

Tensions intercommunautaires

Des conflits intercommunautaires étaient rapportés dans 18% des localités évaluées en septembre, sans changement notable au cours du trimestre. Ceci était le cas dans différentes régions de la province, notamment dans le territoire d'Uvira (ZS d'Uvira : 4/8 et ZS de Ruzizi : 3/6), le territoire de Shabunda (ZS de Kalole : 5/12 et ZS de Lulingu : 3/10), ainsi que la région des hauts-plateaux (ZS d'Itombwe : 7/20 et ZS de Hauts-Plateaux : 7/29). Dans les hauts-plateaux, des conflits intercommunautaires étaient notamment recensés au mois de septembre³ et perduraient en particulier dans les territoires de Fizi et d'Uvira³⁸, concordant avec les données du suivi de la situation humanitaire pour le mois de septembre.



Redevabilité et communication

Principal 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en septembre :

1	2	3
Nourriture 95% (319/335)	EHA 24% (80/335)	NC 21% (72/335) Santé 21% (71/335)

Les besoins prioritaires rapportés sont restés similaires d'un mois à l'autre. La nourriture demeurait au troisième trimestre 2021 le premier besoin prioritaire dans les localités évaluées de la province, suivie de l'EHA, en second besoin prioritaire, et la santé comme troisième besoin prioritaire.

Sources d'information

Dans 92% des localités évaluées en septembre, la radio était la principale source d'information pour la majorité de la population. Les amis et la famille étaient les principaux pourvoyeurs d'information dans 78% des localités évaluées,

Notes de fin

- Afin de limiter les risques liés à la COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en œuvre lorsque REACH considèrera que les risques peuvent être limités de façon acceptable
- Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange. Février 2017. Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué. Sauf indication contraire (cartes et TOP 3 des ZS), les résultats sont présentés au niveau de la province.
- UNHCR & INTERSOS. Septembre 2021. Rapport Mensuel de Monitoring de Protection – Sud-Kivu et Maniema (Kabambare) Septembre 2021. Source : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-mensuel-de-monitoring-de-protection-sud-kivu-maniema-4>
- L'eau de surface comprend les rivières, barrages, lacs, mares, ruisseaux, canaux, et systèmes d'irrigation. ; Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. ; Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>
- Congo Leo. 23 septembre 2021. Sud-Kivu : des maisons et écoles détruites par une forte pluie à Shabunda. Source : <https://congoleo.net/sud-kivu-des-maisons-et-ecoles-detruites-par-une-forte-pluie-a-shabunda/>
- Une « école fonctionnelle » est définie comme étant un bâtiment dédié à l'enseignement dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière (p.ex. sans être entravé par la pluie en raison du mauvais état du bâtiment, etc.). L'absence d'une école fonctionnelle n'implique pas forcément l'absence d'une forme d'éducation, mais indique simplement que les conditions d'éducation ne sont pas adéquates pour assurer un enseignement de qualité.
- EHtools, registre des alertes recensées entre juillet et septembre: Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- Conseil de Sécurité des Nations Unies. 17 septembre 2021. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Source : <https://undocs.org/fr/S/2021/807>
- OIM. DTM : Tableau de bord de Suivi de mobilité – Evaluation des villages. Août 2021. Source : https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/20211130_OIM_DTM_RDC_MT_Sud-Kivu_R6_Final%20%28002%29.pdf
- OCHA. Note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema 1er au 30 septembre 2021 – République démocratique du Congo. Source : https://www.ecoi.net/en/file/local/2061919/20210930_note-info_6_bukavu.pdf
- OCHA. Septembre 2021. Sud-Kivu et Maniema (pôle Centre-Est) : Personnes déplacées internes et retournées. Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20211027_v100_sud-kivumaniema_factsheet_fr_sep2021-final.pdf
- EHtools. Alerte 4047. 9 septembre 2021. Source : <http://ehtools.org/alert-register>
- Actualité. CD. 21 juillet 2021. RDC : préoccupé par la situation dans les Hauts-Plateaux, Bintou Keita rassure l'engagement de la MONUSCO à protéger les civils. Source : <https://actualite.cd/index.php/2021/07/21/rdc-preoccupee-par-la-situation-dans-les-hauts-plateaux-bintou-keita-rassure-lengagement>
- Radio Okapi. 21 juillet 2021. Uvira : des affrontements entre groupes armés s'intensifient dans les hauts plateaux de Minembwe et Fizi. Source : <https://www.radiookapi.net/2021/07/22/actualite/securete/uvira-des-affrontements-entre-groupes-armes-sintensifient-dans-les>
- IPC. Septembre 2021. RDC : Aperçu de la nutrition. Septembre 2021-Août 2022. Source : http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Acute_Malnutrition_2021Sept2022Aug_Snapshot_French.pdf
- FEWS NET. Septembre 2021. Démarrage à temps de la saison A 2021/2022 dans le nord-est et le centre-est du pays. Source : <https://fews.net/fr/southern-africa/democratic-republic-congo/key-message-update/september-2021>
- FEWS NET. Août 2021. Les zones nord-est et centre-est en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC). Source : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DRC_Food_Security_Outlook_Update_Aug_%202021_Ready%20to%20post.pdf
- FEWS NET. Février à septembre 2021. Amélioration de l'accès alimentaire des ménages en cette période de récolte de la saison A. Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_%20FSO_2021_02_final_0.pdf
- FEWS NET. Juin 2021 à janvier 2022. Récoltes incertaines en saison B au nord-est et centre-est dans un contexte de crises multiformes. Source : https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/DRC_FSO_2021_06_final.pdf

alors que les deuxième pourvoyeurs d'information étaient les chefs religieux (6%), suivi des chefs communautaires (5%). Dans 98% des localités évaluées en septembre, les informations sur l'accès à l'assistance humanitaire étaient rapportées comme étant le type d'information le plus pertinent pour la majorité de la population, suivie des informations sur le contexte sécuritaire, bien que dans une moindre mesure (1%, 5/335).

Comités communautaires actifs

Dans 86% des localités évaluées en septembre, les IC ont signalé des comités communautaires actifs³⁹. Les principaux types de comités communautaires étaient les comités de femmes (88%), les comités de développement (84%) et les comités agricoles (67%). Cependant, dans 7% (14/204) des localités évaluées où les comités communautaires étaient indiqués comme actifs, les IC ont rapporté qu'ils n'étaient pas accessibles aux PDI, principalement dans les ZS de Kitutu (1/4), de Walungu (1/4) et de Kniola (1/5). De plus, même dans les localités évaluées où les comités communautaires étaient accessibles aux PDI, les IC de 13% de ces localités ont rapporté que les PDI n'y participaient pas, principalement dans les ZS de Kalole (3/6), de Shabunda (2/4) et de Ruzizi (2/5).

Notes de fin

- 20 FEWS Net. Octobre 2021. Democratic Republic of Congo: Bulletin des prix. Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/PB_CD_202110_FR.pdf
- 21 IPC. Novembre 2021. Analyse de l'Insécurité Alimentaire Aiguë et de la Malnutrition Aiguë de l'IPC. Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_Acute_FoodInsec_Malnutrition_2021Sept2022Aug_Report_French.pdf
- 22 Pour ces questions, les IC pouvaient donner plusieurs modalités de réponse.
- 23 CETRI. Insécurité Foncière en RDC – L'accapement des terres dans la province du Sud-Kivu : expériences paysannes. Source: https://www.cetri.be/IMG/pdf/ef_etude_foncier_rdc2.pdf
- 24 Semences, outils aratoires, bétail, filets de pêche, etc.
- 25 iMMAP. Août 2021. COVID-19 Analyse de situation – RDC. Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/020921%20RDC_COVID-19%20Annual%20Report_Part%201%20-%20August%202021_final.pdf
- 26 Actualité.CD. 20 septembre 2021. Sud-Kivu: plus d'une centaine de maisons détruites après une pluie accompagnée d'un vent violent à Baraka et dans les villages de Fizi. Source: <https://actualite.cd/2021/09/20/sud-kivu-plus-dune-centaine-de-maisons-detruites-apres-une-pluie-accompagnee-dun-vent>
- 27 Raisons liées à la non-scolarisation des enfants au primaire : manque de moyens pour payer le matériel scolaire (garçons 76% ; filles 75%) ; écoles payantes et manques de moyens (garçons 13% ; filles 14%)
- 28 Actu7.CD. 23 septembre 2021. EPST : Les enseignants du grand Kivu et du Tanganyika annoncent une grève sèche dès la rentrée scolaire 2021-2022. Source: <https://actu7.cd/2021/09/23/epst-les-enseignants-du-grand-kivu-et-du-tanganyika-annoncent-une-greve-seche-des-la-rentree-scolaire-2021-2022/>
- 29 L'INTERVIEW.CD. 23 septembre 2021. EPST : Les enseignants du grand Kivu et du Tanganyika annoncent une grève sèche dès la rentrée scolaire 2021-2022. Source <https://l'interview.cd/epst-pas-de-rentree-scolaire-dans-les-grand-kivu-et-tanganyika-les-enseignants-annoncent-une-greve-seche/>
- 30 EHtools. Alerte 4032. Source: <http://ehtools.org/alert-register>
- 31 ZS de Hauts-Plateaux (8/8) et ZS d'Itombwe (3/3)
- 32 EHtools. Alerte 4032, 4004 et 4054. Source: <http://ehtools.org/alert-register>
- 33 Kivu Security Tracker. Septembre 2021. Source: <https://kivusecurity.org/map>
- 34 En dehors des cambriolages.
- 35 'Aucune source d'inquiétude' était cité en premier lieu par les IC pour les femmes de plus de 18 ans (44%, 146/335 des localités évaluées).
- 36 MONUSCO. Septembre 2021. Note du BCNUDH sur les principales tendances des violations des droits de l'homme en septembre 2021. Source: https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/bcnuhd_-_communiqu%C3%A9_de_presse_-_note_mensuelle_du_mois_de_septembre_2021.pdf
- 37 Seuls 7% (38/538) des IC enquêtés au mois de septembre étaient des femmes. Ceci pourrait potentiellement biaiser les informations et sous-représenter les sources d'inquiétude des femmes et des filles étant donné que la question était posée à tous les IC.
- 38 Protection de l'enfance. Août – septembre 2021. Bulletin d'Information Sous Cluster Protection de l'Enfance RDC (GTPE). Source: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin_sous_cluster_protection_de_l'enfance_gtpe_aout-sept_2021.pdf
- 39 Un comité communautaire est un groupement de citoyens pour la défense d'intérêts communs (i.e. organisation de citoyens, gestion des ressources, associations de femmes, etc.). Les personnes sont souvent nommées ou élues et doivent rendre compte à la communauté. Il y a un pouvoir de décision au niveau local.

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : [@REACH_info](https://twitter.com/REACH_info).

